



Mission protection de l'enfance en danger

à la Maison des Solidarités de Saint-Gaudens

Au service de l'Aide Sociale à l'Enfance, il y a un poste de travailleur social qui n'est pas remplacé depuis septembre 2015. Cela signifie que 20 enfants sont suivis épisodiquement depuis décembre 2014, moment du départ à la retraite de l'un de nos collègues remplacé seulement sur une courte période.

Le 24 janvier 2016, les responsables de la Maison des Solidarités de St Gaudens ont demandé à l'équipe de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de se répartir le suivi de 20 enfants.

Au vu de la situation nous sommes dans l'impossibilité d'assurer cette charge de travail supplémentaire.

L'équipe ASE a déjà alerté à maintes reprises sur la charge de travail qui ne permet pas un travail de fond. La réalisation de notre mission de protection de l'enfance est gravement mise à mal par les spécificités territoriales et ce non remplacement du poste de travailleur social puisque le nombre d'enfants suivis à la MDS de St Gaudens, va au-delà de la moyenne départementale.

Ces mauvaises conditions de travail ont des conséquences lourdes sur l'accompagnement des familles qui sont déjà en situation difficile. D'une part, engager la responsabilité des travailleurs sociaux ASE, sachant qu'ils ne peuvent pas l'assurer, s'est malsain et hypocrite car en plus des comptes leurs seront demandés.

D'autre part, nous ne sommes pas respectés dans le fondement de nos métiers, dans notre éthique et notre déontologie.

L'équipe de l'ASE se mobilise une fois encore pour permettre de répondre au mieux à ses missions, faire que notre hiérarchie adapte nos conditions de travail en réalité avec le contexte territorial, sociétal, économique et institutionnel pour garantir un service public de qualité.

Nous exigeons immédiatement :

- **L'arrivée d'un travailleur social sur le poste actuellement non remplacé.**

Ces revendications sont entièrement tournées vers une exigence : La protection de l'enfance et celle des familles qui ne doit pas être soumise aux restrictions budgétaires surtout dans un secteur où elle est déjà mise à mal.